

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
Commun aux deux (2) lots**

Appel d'Offre Ouvert
Marché de services
Marché n°MBFC2025-1

Objet du marché :

**Nettoyage de locaux et de vitrerie pour le groupement
régional constitué par les Caisses Primaires d'Assurance
Maladie et une Union Immobilière des Organismes de
Sécurité Sociale de Bourgogne Franche Comté**

Date limite de remise des offres :

Le jeudi 22 janvier 2026 à 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 : DUREE DE CHAQUE ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4 : LES MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES	5
ARTICLE 5 : OBLIGATION DU TITULAIRE	6
ARTICLE 6 : DEVELOPPEMENT DURABLE.....	8
ARTICLE 7 : PLAN DE PROGRES.....	13
ARTICLE 8 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE.....	13
ARTICLE 9 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	14
ARTICLE 10 : PRIX	14
ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT	15
ARTICLE 12 : CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	17
ARTICLE 13 : CLAUSES D'EXECUTION FINANCIERE	17
ARTICLE 14 : REFACTIONS.....	18
ARTICLE 15 : PENALITES	19
ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE	20
ARTICLE 17 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	21
ARTICLE 18 : SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	22
ARTICLE 19 : MODIFICATION DU MARCHE	23
ARTICLE 20 : RESILIATION.....	25
ARTICLE 21 : VOIE DE RECOURS	25
ARTICLE 22 : SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE.....	25
ARTICLE 23 : DEROGATION AU CCAG	25

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet le **nettoyage des locaux et de la vitrerie** pour le groupement régional constitué par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie et une Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la région Bourgogne Franche Comté.

1.2 Groupement de commandes

Conformément à l'article L2113-6 du Code de la Commande Publique, le présent marché fait l'objet d'un **groupement de commandes** composé de :

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Côte d'or ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs ;
- Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute Saône ;

1.3 Parties contractantes

Les parties contractantes de chaque accord-cadre sont :

- D'une part : La Caisse primaire d'assurance maladie de Saône-et-Loire, sis 113 rue de Paris à Mâcon en tant que coordonnateur du groupement de commandes des organismes précités et désignée dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) par l'expression « coordonnateur ».
- D'autre part : L'entreprise titulaire de l'accord-cadre désignée dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) par l'expression « titulaire ».

La Caisse primaire d'assurance maladie de Saône-et-Loire est coordonnateur du groupement de commandes des organismes précités. Elle a reçu compétence pour gérer la procédure, signer et notifier le marché. Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de la part de marché qui lui revient et de son paiement.

1.4 Cadre juridique

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offre ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale et des articles L2124-2 et R2124-2 1°) du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est conclu sous la forme de deux (2) accords-cadres **mono-attributaire** (un pour chaque lot). Ils seront exécutés en partie au moyen de **bons de commandes**.

Conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique, il est conclu sans minimum et avec un maximum exprimé sur la durée totale du marché comme suit :

- Lot 1 – Nettoyage des locaux et de la vitrerie des organismes situés dans les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne : 1 900 000 € HT.
- Lot 2 – Nettoyage des locaux et de la vitrerie des organismes situés dans les départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône : 800 000 € HT.

Le montant estimatif du lot 1 sur quatre (4) années est de 1 450 000 € HT.

Le montant estimatif du lot 2 sur quatre (4) années est de 600 000 € HT

Ces montants sont estimatifs et non contractuels, aucune indemnisation ne pourra être demandée par le titulaire en cas de surestimation.

1.5 Nature de la prestation

Le présent marché est un marché de services.

1.6 Allotissement

Le marché est composé de deux (2) lots :

- Lot 1 : Nettoyage des locaux et de la vitrerie des organismes situés dans les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne

- Lot 2 : Nettoyage des locaux et de la vitrerie des organismes situés dans les départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône

Les soumissionnaires peuvent postuler à un ou plusieurs lots.

1.7 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

- Variantes :

Les variantes sont interdites.

- Prestation supplémentaire éventuelle :

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles

1.8 Lieux d'exécution

Le lot 1 s'exécutera dans les départements de la Côte d'or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne.

Le lot 2 s'exécutera dans les départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône

ARTICLE 2 : DUREE DE CHAQUE ACCORD-CADRE

2.1 Durée des accords-cadres

Les accords-cadres sont conclus pour une période ferme d'un (1) an à compter du 02 novembre 2026.

Ils pourront être reconduits trois (3) fois par périodes d'un (1) an et par tacite reconduction.

La durée totale de chaque accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra excéder une période de quatre (4) ans soit le 01 novembre 2030.

Dans le cas de la non reconduction, le coordonnateur notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard six (6) mois avant l'expiration de chaque échéance. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

2.2 Début d'exécution des prestations

Le début d'exécution des prestations pour chaque organisme est prévu aux dates suivantes :

Pour le lot 1 : Départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne

Organisme	Date de début de prestations
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	02 novembre 2026
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	1 ^{er} janvier 2027
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	1 ^{er} janvier 2028
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Côte d'or	1 ^{er} novembre 2028

Pour le lot 2 : Départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône

Organisme	Date de début de prestations
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	18 mai 2027
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	1 ^{er} avril 2028
Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute-Saône	1 ^{er} novembre 2028

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement, un pour chaque lot ;
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement, la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), un pour chaque lot ;
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement, le bordereau de prix unitaire (BPU), un pour chaque lot ;
- L'annexe 3 à l'acte d'engagement, le cadre de réponse, un pour chaque lot ;
- L'annexe 4 à l'acte d'engagement, engagement sur les clauses sociales, un pour chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots ;
- L'annexe 1 au CCAP, la reprise du personnel, commun aux deux lots ;
- L'annexe 2 au CCAP, présentation de l'outil Evagill, commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 1 ;
- L'annexe 1 au CCTP lot 1, les fiches d'identité des sites ;
- L'annexe 2 au CCTP lot 1, les fréquences minimales d'intervention ;
- L'annexe 3 au CCTP lot 1, la localisation des poubelles ;
- L'annexe 4 au CCTP lot 1, exemple de grille de notation ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 2 ;
- L'annexe 1 au CCTP lot 2, les fiches d'identité des sites ;
- L'annexe 2 au CCTP lot 2, les fréquences minimales d'intervention ;
- L'annexe 3 au CCTP lot 2, la localisation des poubelles ;
- L'annexe 4 au CCTP lot 2, exemple de grille de notation ;
- Le Règlement de Consultation (RC) ;
- Le plan de progrès initial et ses évolutions ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs à la notification du marché.

Pièces générales, non jointe car réputées connues du titulaire :

- Le Code de la Commande Publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures et des services ;
- L'ensemble des normes françaises, décrets et textes en vigueur à la date de la consultation et concernant les prestations objet de la consultation ;
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour de l'exécution de la prestation.

Aucune condition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché sans accord préalable et expresse du coordonnateur.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement être téléchargées sur : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Cette liste n'est pas limitative, le titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché qui seules font foi.

ARTICLE 4 : LES MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

Pour les deux lots, les prestations occasionnelles, comme définies à l'article 3.2 du CCTP lot 1 et à l'article 3.2 du CCTP lot 2, seront réalisées par l'émission de bons de commandes.

A compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre, chaque organisme bénéficiaire pourra émettre auprès du titulaire, au fur et à mesure de ses besoins des bons de commandes par référence au bordereau de prix unitaire (BPU) de l'accord-cadre. Ils seront adressés par mail au titulaire à l'adresse mail unique fournie.

Chaque bon de commande précisera à minima :

- La référence de l'accord-cadre et le numéro du lot ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;

- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La dénomination et/ou le nombre de prestations à exécuter ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Les dates et heures d'interventions ;
- Les coordonnées du contact de l'organisme ;
- Le montant HT et TTC des prestations à exécuter ;
- Le taux de la TVA ;
- L'adresse de facturation.

Les bons de commandes seront établis sur la base des prix indiqués dans les bordereaux de prix unitaires (un pour chaque lot).

A compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour présenter ses réserves de toute nature qui pourront éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve le bon de commande considéré.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DU TITULAIRE

5.1 Transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel

L'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 prévoit la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché en cas de changement de prestataire. Ces dispositions s'appliquent aux entreprises ayant une activité relevant du code APE 81.2, attributaires et sous-traitantes de l'exécution du marché lorsqu'il y a succession de prestataires pour des travaux effectués dans les mêmes locaux.

Dans ce contexte et dans le but que le coordonnateur transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce marché, le titulaire est tenu de transmettre, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations sur les lots concernés remplissant les conditions de reprise posées à l'article 7 de la convention collective susvisée. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande du coordonnateur lors de la période de passation du marché.

Les informations par lot à transmettre sous forme de liste du personnel éligible sont :

- Le temps de travail mensuel affecté au lot concerné avec horaire habituel,
- Le salaire brut mensuel correspondant incluant les charges salariales,
- La nature du contrat à reprendre,
- Les éventuels avantages acquis,
- La date d'affectation sur le marché,
- La date d'embauche déterminant l'ancienneté,
- La qualification des agents,
- Les autres éléments nécessaires à l'appréciation de la masse salariale.

Le titulaire transmet également le montant de la masse salariale brute globale correspondante. Les éléments transmis par le titulaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel et doivent être transmis selon le modèle de tableau récapitulatif du personnel éligible par lot au transfert qui sera fourni par le coordonnateur.

5.2 Liste nominative du personnel

Le titulaire du marché s'engage à :

- Remettre aux organismes au plus tard **sept (7) jours ouvrables** avant le début d'exécution des prestations, une liste indiquant les noms des personnels intervenants sur chaque site ;
- Tenir à jour cette liste en faisant mention des modifications intervenant dans la composition du personnel au fil de l'exécution du marché, notamment lors de remplacement de personnels, et à la transmettre **avant la prise de poste.**

5.3 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire. Il est soumis aux dispositions de la Convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

Les organismes bénéficiaires ne peuvent être amenés à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements intérieurs des organismes bénéficiaires. Chaque organisme fournira son règlement intérieur au titulaire lors des réunions de démarrage.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas dégradé lors des interventions.

Il est interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.4 Tenues de travail et équipements de protection individuelle

Le titulaire s'engage à fournir et à faire porter à son personnel, lors de l'exécution des prestations, une tenue vestimentaire identifiée (logo / nom du titulaire) et en adéquation avec l'activité d'entretien propreté. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants ou remplaçants.

En complément, tous les agents en activité y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un badge spécifiant leur identité (nom et prénom) et leur fonction, permettant de les identifier.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail et s'il est démuné de son badge.

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel tous les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des prestations.

La fourniture et le nettoyage des tenues vestimentaires, des équipements de protections individuelles, des matériels et des badges sont à la charge du titulaire.

5.5 Plan de continuité de l'activité

Dans les trois (3) mois suivants la date de démarrage de l'accord-cadre au titulaire, soit au plus tard le 02 février 2027, celui-ci devra avoir rédigé et présenté au coordonnateur un plan de continuité de l'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise. Ce PCA sera également présenté par le titulaire à tous les organismes bénéficiaires du présent accord-cadre lors d'une réunion programmée par le coordonnateur.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites des organismes bénéficiaires.

5.6 Reprise du matériel en fin d'accord-cadre

A l'expiration de l'accord-cadre, le titulaire disposera de cinq (5) jours ouvrés pour récupérer l'ensemble des moyens mis à disposition pour l'exécution des prestations.

Passé ce délai, les organismes procéderont à l'enlèvement des matériels concernés aux frais du titulaire.

5.7 Assurances

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le coordonnateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution de l'accord-cadre.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du coordonnateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 6 : DEVELOPPEMENT DURABLE

6.1 Clause environnementale

La prise en compte du développement durable est une préoccupation des organismes membres du groupement de commande. A ce titre, le titulaire est tenu d'adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit, dans la mesure du possible, réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes. Les attentes dans le cadre de ce marché sont précisées à l'article 9 du CCTP lot 1 et à l'article 9 du CCTP lot 2.

6.2 Clause sociale : insertion par l'activité économique

Les Principes

Le coordonnateur dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

En matière de nettoyage, la convention collective nationale des entreprises de propreté du 26 juillet 2011 comporte un dispositif qui oblige l'entreprise « entrante » (nouveau prestataire) à reprendre les salariés de l'entreprise « sortante » (ancien titulaire) qui travaillent sur les sites objet du marché, sous réserve que les deux entités soient totalement ou partiellement (sur le périmètre du marché) affiliée à la CCN du nettoyage.

L'objectif est de garantir aux salariés affectés aux sites la poursuite du contrat de travail avec maintien des conditions de travail en cas de changement de prestataire sur ce marché.

Le titulaire est donc soumis à l'obligation d'appliquer cette convention, et en particulier ses dispositions relatives à l'obligation de reprise des personnels. Cette contrainte est prise en compte dans l'objectif d'insertion sociale du marché.

Cette clause est applicable aux lots 1 et 2.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisés à l'article 6.2.2 du présent CCAP et à l'acte d'engagement.

6.2.1 Les publics éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a. Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- b. Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)

- c. Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d. Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e. Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f. Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a. Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - b. Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - c. Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - d. Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - e. Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - f. Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
 - g. Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Contrat d'engagement jeune (CEJ) ;
 - h. Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
 - i. Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
 - j. Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).
- En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières au cas par cas.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

6.2.2 Volume d'heures d'insertion à réaliser

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché ou de ses lots, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, Le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent marché (y compris la ou les période(s) de reconduction) à réaliser un volume d'heures d'insertion :

LOT N°	LIBELLE DU LOT	NOMBRE D'HEURES MINIMUM A REALISER
01	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des organismes situés dans les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	1 365 heures
02	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des organismes situés dans les départements du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône	560 heures

6.2.3 L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, **le coordonnateur du groupement de commandes a mis en place une assistance à maîtrise d'ouvrage sociale représentée**, par la coordination régionale de la clause sociale en BFC :

La Fabrique Emploi et Territoires
Karine REGNAULT – Coordinatrice Régionale Clauses sociales
06 48 69 42 17
k.regnault@lafabriqueemploi.fr

Selon le périmètre géographique d'intervention, la coordonnatrice renseignera sur les modalités d'exécution et accompagnera le titulaire vers le relai local (facilitateur local) en fonction du périmètre géographique d'actions.

Le facilitateur local accompagnera le titulaire pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion. Le relai local vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause. Il sera en charge de suivre l'application de la clause pour le donneur d'ordre.

6.2.4 Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- **L'embauche directe** de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- **La mise à disposition** de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- **Le recours à la sous-traitance** ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec le coordonnateur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

Globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, sur un même bassin d'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

La demande à l'écrit est étudiée par le facilitateur au bénéfice du donneur d'ordre. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. Les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

6.2.5 Comptabilisation des heures d'insertion et durée d'éligibilité des salariés en insertion

Durée d'éligibilité - la règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

La comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

Durée d'éligibilité - Les cas particuliers

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition ou d'un contrat d'alternance, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite totale de 36 mois.

Comptabilisation des heures de formation :

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

6.2.6 Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du coordonnateur et du facilitateur.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 15 du présent CCAP.

6.2.7 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

Le titulaire notifie au coordonnateur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

6.2.8 Respect de la réglementation RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel national « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de **structure** qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants du **donneur d'ordre**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par dpo@lafabriqueemploi.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, 5 allée de la Louée 58 004 NEVERS.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

6.3 Clause sociale : lutte contre l'illettrisme

6.3.1 Lutte contre l'illettrisme

L'illettrisme et le déficit de compétences de base constituent un phénomène de société impactant une majorité de secteurs professionnels. Frein social indéniable pour les personnes concernées, il est, en contexte professionnel, une source d'augmentation des risques relatifs à la santé et la sécurité au travail.

Les compétences de base, appelées aussi compétences clés ou compétences fondamentales, représentent un ensemble de compétences nécessaires à un individu pour faire face de manière autonome aux situations de la vie courante. Dans le monde du travail, les compétences de base sont constamment mobilisées dans toutes les situations professionnelles, quel que soit le poste occupé et le niveau de qualification.

La lutte contre l'illettrisme et les formations de base répondent à l'obligation d'adaptation des salariés à leur poste de travail qui incombent à l'employeur. Les actions de lutte contre l'illettrisme prévues à l'article L6111-2 du Code du travail impliquent notamment le concours des services publics et des entreprises, s'agissant de la mise en œuvre d'actions relatives à la formation professionnelle.

Dans le cadre de sa politique d'achat responsable, et en s'appuyant sur les partenaires clés que sont les entreprises attributaires, le coordonnateur a souhaité inscrire une clause sociale relative à la lutte contre l'illettrisme dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le coordonnateur entend mobiliser le titulaire, sur la question du repérage des salariés en situation d'illettrisme affectés à la réalisation du contrat, et l'accompagner sur cet enjeu, grâce à la mise à disposition de ressources et de services développés par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

6.3.2 Mise en œuvre

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le titulaire s'engage ainsi à réaliser son propre diagnostic sur l'outil en ligne Evagill, outil d'évaluation pour la gestion de l'illettrisme en entreprise (evagill.fr) présenté en annexe 2 du présent CCAP.

Les résultats du diagnostic du titulaire ne sont pas communiqués au coordonnateur.

Le titulaire s'engage à :

- Réaliser le diagnostic de prévention des risques d'illettrisme Evagill
- Communiquer ses coordonnées de contact à l'issue de l'auto-diagnostic, pour :

- Recevoir une attestation de réalisation du diagnostic (mail de notification)
- Accéder à des ressources pertinentes pour gérer les situations d'illettrisme en milieu professionnel,
- Accéder à un accompagnement personnalisé sur cet enjeu, par son Opco et/ou un chargé de mission régional de l'ANLCI pour définir un plan d'action.
- Sensibiliser l'encadrement de proximité sur ce sujet et sur les modalités de prise en charge des salariés concernés.

6.3.3 Contrôle et pénalité

Le titulaire, et éventuellement ses sous-traitants de premier rang, **transmet à la facilitatrice des clauses sociales** désignée à l'article 6.2.3 du présent CCAP, l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise, dans les trois mois suivant la notification du marché ainsi que tout acte de nature à justifier d'un échange avec son Opco ou le chargé de mission régional de l'ANLCI.

En cas de non-transmission, de transmission partielle ou de transmission tardive de l'attestation Evagill de réalisation du diagnostic de prévention pour la gestion de l'illettrisme en entreprise dans les délais impartis, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 20 à 300 euros HT par attestation non transmise. Le détail des pénalités est précisé à l'article 15 du présent CCAP.

Les préconisations personnalisées éventuellement communiquées par l'ANLCI au titulaire ou à ses sous-traitants de premier rang sur la gestion des situations d'illettrisme dans le cadre de cette démarche ne sont pas communiquées au coordonnateur du marché et leur mise en œuvre reste au libre choix de l'entreprise.

ARTICLE 7 : PLAN DE PROGRES

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès pour chaque organisme, à l'issue des six (6) premiers mois d'exécution.

Le plan de progrès s'articule autour des axes suivants :

- Axe 1 : L'augmentation du taux de satisfaction des usagers
- Axe 2 : L'amélioration des résultats des contrôles programmés

L'élaboration du plan de progrès sera initiée par le coordonnateur dans les délais définis ci-dessus. Le titulaire présente les propositions d'amélioration qui feront l'objet de discussions pour l'élaboration du plan de progrès initial. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Ce plan de progrès définira :

- Le nom des pilotes de chaque partie ;
- La périodicité des bilans de suivi ;
- Les objectifs ;
- Les indicateurs de mesure ;
- Les actions à la charge du titulaire ;
- Les actions à la charge de l'acheteur ;
- Le calendrier prévisionnel de chacune des actions.

Un comité de pilotage se réunira au moins une fois par an ou plus souvent en fonction des besoins et / ou à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Ce plan de progrès ne doit pas remettre en cause l'économie de l'accord-cadre.

Dans le cas où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché, il donnera lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas contraire, le plan de progrès est formalisé par écrit et notifié par mail avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Tout au long de la durée du marché, et sur simple demande du coordonnateur, le titulaire remettra les documents suivants :

- Attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF, sous quinze (15) jours calendaires ;
- Attestation fiscale, sous quinze (15) jours calendaires.

ARTICLE 9 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du travail, les pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais risques du titulaire.

ARTICLE 10 : PRIX

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix de chaque accord-cadre sont des prix mixtes, à la fois forfaitaires et unitaires, exprimés en euros HT et TTC. Ils sont mentionnés dans les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) et les bordereaux de prix unitaire (BPU).

Pour les prestations récurrentes (annexe 1 à l'acte d'engagement pour les 2 lots) : les prix sont établis en fonction des périodicités de passage, des surfaces, des spécificités de chaque site, des personnels employés, des matériels et produits mis en service et/ou utilisés.

Pour les prestations occasionnelles (annexe 2 à l'acte d'engagement pour les 2 lots), les prix sont établis à chaque intervention et par prestation ou au m² pour l'ensemble des bâtiments et des sites.

Le taux de TVA en vigueur est celui à la date du fait générateur. Le titulaire du marché ne pourra, sous aucun prétexte et en aucun cas, revenir sur le prix qui a servi de base à son engagement. Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les éléments indiqués dans l'offre du candidat.

Les prix indiqués dans les DPGF et les BPU comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de ses prestations. Ils incluent notamment toutes les dépenses de manutention, de main d'œuvre, de transport, de matériel, de fournitures, tous les frais généraux, charges sociales, fiscales ou parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Le prix du marché ne peut comporter aucun supplément.

10.2 Modalités de variation des prix

L'accord-cadre est conclu à prix mixte, à la fois forfaitaire et unitaire.

En application des articles R2112-8 et R2112-13 du Code de la Commande Publique, les deux types de prix sont révisibles, selon la même formule.

Le prix (P) sera révisé annuellement, à compter d'un (1) an après la date d'effet du marché (2 novembre 2026), soit le 2 novembre 2027.

Les prix seront révisés par application de la formule de révision suivante :

$$P = P0 \times (It / I0)$$

P = Prix révisé ;

P0 = Prix initial fixé dans l'offre du titulaire ;

It = valeur de l'Index Propreté du trimestre précédent connu à la date de révision ;

I0 = valeur de l'Index Propreté du trimestre de la date limite de réception des offres, soit le 1^{er} trimestre 2026.

L'Index Propreté, composé de sept indices officiels pondérés, est publié trimestriellement sur le site en accès libre www.index-proprete.fr

Si l'index venait à disparaître, ou si la loi interdisait de les utiliser pour quelque raison que ce soit, ou s'il s'avérait que leur utilisation n'était plus appropriée, les parties se rapprocheraient et choisiraient ensemble de nouveaux indices permettant de calculer les revalorisations.

Les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse en fonction de la variation de l'index proprement dit.

Le titulaire est tenu de transmettre au coordonnateur, les tarifs des prestations révisés accompagnés des documents officiels qui justifient la variation de prix par mail. Ces informations seront à transmettre à l'adresse mail suivante : achats_marches.cpam-saone-et-loire@assurance-maladie.fr au moins quinze (15) jours avant l'application des nouveaux tarifs (soit au plus tard le 16 octobre de chaque année).

L'accord du coordonnateur sera concrétisé par mail ou simple lettre d'acceptation.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, le coordonnateur fait sa proposition au titulaire dans les meilleurs délais.

En aucun cas, il ne pourra être tenu compte d'une hausse portée sur la facture n'ayant pas fait l'objet d'un accord du coordonnateur.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

10.3 Ajustement préalable avant démarrage de la prestation

Les prix figurant dans les DPGF et BPU sont établis sur la base des données connues lors du lancement du présent marché, notamment pour les informations sur la masse salariale.

Pour chaque organisme dont le démarrage effectif des prestations intervient après le 1^{er} mai 2027, ces prix feront l'objet d'un ajustement préalable avant la prise d'effet des prestations afin de tenir compte de la masse salariale réellement reprise, communiquée par le titulaire sortant.

Cet ajustement est distinct de la clause de révision prévue à l'article 8.2 du présent CCAP.

10.4 Clause butoir

L'évolution des prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 5 % par an des prix hors TVA des prestations indiquées dans les décompositions du prix global forfaitaire et les bordereaux de prix unitaire.

En cas d'une hausse supérieure au pourcentage prévu à la clause butoir, le prix de règlement sera celui établi à partir du pourcentage prévu dans la présente clause butoir.

10.5 Clause de sauvegarde

Le présent marché est conclu en tenant compte d'une hausse annuelle maximum de 5 % des prix des décompositions du prix global forfaitaire et des bordereaux de prix unitaire.

Si le seuil de 5 % était franchi, le coordonnateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une quelconque indemnisation concernant la partie du marché restant à effectuer.

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Contenu et transmission des factures

Pour les prestations récurrentes :

Les factures seront établies mensuellement et adressées à chaque organisme bénéficiaire de la prestation.

Pour les prestations sur bons de commande :

Pour chaque bon de commande émis, une facture devra être adressée à l'organisme émetteur du bon de commande.

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

En application des dispositions de l'article L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. **L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, chaque organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture :

Organisme	Numéro de SIRET
Lot 1	
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte d'Or	778 213 314 00132
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	778 477 703 00012
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	778 600 114 00012
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	778 649 491 00017
Lot 2	
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	515 223 345 00015 (Code service LOG251)
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	778 396 390 00065
Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute-Saône	778 542 910 00022

- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro du bon de commande, s'il y a lieu.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/> ;
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de Chorus Pro ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre la facture par mail aux adresses suivantes :

Organisme	Adresse mail
Lot 1	
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte d'Or	pole.budget-copernic.cpam-cote-or@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	gestion.cpam-nievre@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	facturation.logistique.cpam-macon@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	factures.cpam-yonne@assurance-maladie.fr
Lot 2	
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	logistique.cpam-doubs@assurance-maladie.fr
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	service.logistique.cpam-jura@assurance-maladie.fr
Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute-Saône	uioss70@assurance-maladie.fr

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de facture ;
- la date d'émission de la facture ;
- nom et adresse de l'organisme débiteur ;
- le numéro du bon de commande s'il y a lieu ;
- le numéro du présent marché et du lot ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- le site concerné par la prestation ;
- la description des prestations effectuées ;
- le prix unitaire hors TVA des prestations ;
- le montant total HT des prestations ;

- le montant total TVA des prestations ;
- le montant total TTC des prestations.

Les adresses devant apparaître sur les factures sont les suivantes :

Organisme	Adresse devant être indiquée sur les factures
Lot 1	
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte d'Or	1 D boulevard de Champagne 21000 Dijon
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre	50 rue Paul Vaillant Couturier Service gestion 58000 Nevers
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Saône-et-Loire	113 rue de Paris 71022 Mâcon cedex 9
Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Yonne	1 et 3 rue du Moulin 89024 Auxerre Cedex
Lot 2	
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Doubs	2 rue Denis Papin 25000 Besançon
Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Jura	8 rue des Lilas 39000 Lons le Saunier
Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute-Saône	9-11 boulevard des Alliés 70200 Vesoul

11.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de chaque facture.

Les paiements auront lieu par virement bancaire ou postal au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant

L'unité monétaire retenue est l'Euro.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire : les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article D.2192-35 du Code de la Commande Publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 12 : CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du Code de la Commande Publique est le Directeur comptable et financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 13 : CLAUSES D'EXECUTION FINANCIERE

13.1 Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

13.2 Avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R2191-3 à R2191-18 du Code de la Commande Publique.

Une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le présent marché comprend des prestations récurrentes (rémunérées au forfait) et des prestations exécutées sur bons de commande (faisant l'objet de prix unitaire).

Il ne comporte pas de minimum.

Pour les prestations exécutées sur bons de commande (faisant l'objet de prix unitaires) :

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze (12) mois.

Si cette durée d'exécution est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande divisé par la durée d'exécution du bon de commande exprimée en mois.

Pour les prestations récurrentes (rémunérées au forfait) :

Le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour les deux types de prestations :

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est porté à 30 %

En toutes hypothèses, le remboursement de l'avance sera opéré en application de l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

13.3 Acomptes

Le versement des acomptes sera effectué sur demande du titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique et des articles 11.2 et 11.5.2 du CCAG FCS, sous réserve que le titulaire du marché justifie de la valeur des prestations réalisées donnant droit à acompte.

ARTICLE 14 : REFACTIONS

Réfections pour défaut de qualité des prestations :

Durant une période de deux (2) mois à compter de la date de démarrage du marché (différente selon les organismes), aucune réfaction ne sera appliquée.

Au terme de ce délai, il est mis en place un système sanctionnant les défaillances en matière de qualité.

Conformément à l'article 6 du CCTP lot 1 et de l'article 6 du CCTP lot 2, les organismes procéderont à des contrôles programmés.

Pour chaque contrôle programmé effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées, l'organisme pourra appliquer sur la facture correspondante, les réfections forfaitaires suivantes :

Lors du premier contrôle : la note de 16/20 n'est pas atteinte lors d'un contrôle	5% du montant forfaitaire mensuel du site contrôle
Lors du contrôle suivant : la note de 16/20 n'est pas atteinte lors d'un contrôle	7% du montant forfaitaire mensuel du site contrôle
Lors du contrôle suivant : la note de 16/20 n'est pas atteinte lors d'un contrôle	10% du montant forfaitaire mensuel du site contrôle
Lors du contrôle suivant : la note de 16/20 n'est pas atteinte lors d'un contrôle	15% du montant forfaitaire mensuel du site contrôle

En complément de la réfaction, si lors du quatrième contrôle d'affilée sur un site la note de 16/20 n'est pas atteinte, un courrier de mise en demeure sera adressé au titulaire afin que des actions correctives soient mises en place dans les meilleurs délais et au plus sous sept (7) jours ouvrés.

Si malgré cette mise en demeure, la note de 16/20 n'est pas atteinte au bout du 8^{ème} jour ouvré, le coordonnateur se réserve la possibilité de faire réaliser par un tiers l'exécution non réalisée pour l'atteinte de la note de 16/20 aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 15 : PENALITES

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont déductibles du montant hors taxe de la facture. Elles sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

L'organisme adressera par mail avec accusé de réception les anomalies relevées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le titulaire. Le titulaire pourra faire part de ses observations à l'organisme dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de l'envoi du présent mail. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles seront dues dans les cas suivants :

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Contrôle non conforme 5 jours ouvrés après la réalisation d'un contrôle (mise en place d'actions correctives non réalisée ou insuffisante)	100 € HT par contrôle non conforme et à chaque contrôle (réalisé tous les 5 jours ouvrés)
Dysfonctionnement non résolu après 2 jours ouvrés dans le cadre d'un contrôle en continu	10 € HT par élément
Dysfonctionnement non résolu après 2 jours ouvrés après l'envoi d'une nouvelle fiche de dysfonctionnement suite à un contrôle en continu	50 € HT par élément et à chaque contrôle (réalisé tous les 2 jours ouvrés jusqu'à résolu du dysfonctionnement)
Non-respect des horaires d'interventions prévues au CCTP ou indiqués dans les bons de commandes	30 € HT par constatation
Retard d'intervention sur l'horaire prévu pour une prestation sur bon de commande	Forfait de 30 € HT, à partir de 30 minutes de retard
Non réalisation d'une prestation commandée via un bon de commande	100 € HT par prestation commandée non réalisée
Non-conformité d'une prestation occasionnelle (sur bon de commande)	20 € HT par constatation
Non-respect des fréquences minimales de passage fixées dans le CCTP	20 € HT par constatation
Distributeur ou consommables sanitaires vides	20 € HT par constatation
Fenêtre, volet ou porte resté ouvert après la prestation	50 € HT par constatation
Utilisation de matériels ou produits non autorisés par l'organisme ou le coordonnateur	30 € HT par matériel ou produit concerné
Matériels ou produits acheminés en dehors des horaires prévus dans le CCTP	10 € HT par constatation
Retard non prévu du titulaire à une réunion de suivi ou à un contrôle programmé. Tout retard est considéré comme une absence au-delà de 1 heure de retard.	20 € HT par tranche de 15 minutes de retard
Absence non prévue du titulaire à une réunion de suivi ou à un contrôle programmé	100 € HT par absence
Non transmission par le titulaire du compte rendu de réunion à l'organisme dans les délais indiqués dans le CCTP	10 € HT par jour ouvrable de retard

En début de marché, retard dans la transmission de la liste du personnel	10 € HT par jour ouvrable de retard
Non transmission de la liste du personnel à l'organisme alors qu'un mouvement a eu lieu	20 € HT par constatation
Non remplacement d'un personnel œuvrant absent entraînant la non réalisation d'une prestation	100 € HT par jour
Non-respect des modalités d'accès aux locaux	20 € HT par constatation
Clé ou badge perdu ou détérioré, le titulaire n'a pas informé l'organisme lors de la perte ou la détérioration	80 € HT par badge ou clé perdu ou détérioré (en complément du remplacement prévu dans le CCTP)
Non-respect des consignes de tri	30 € HT par constatation
Conteneur à poubelle non sorti ou non rentré	40 € HT par constatation
Non transmission du planning prévisionnel d'intervention pour la vitrerie dans le respect des délais prévus au CCTP	10 € HT par jour ouvré de retard
Non transmission dans les délais des éléments relatifs à la reprise du personnel	50 € HT par jour ouvré de retard
Non-respect du planning d'intervention pour la vitrerie	20 € HT par constatation
Non-respect des engagements environnementaux	30 € HT par constatation
Défaut d'envoi du titulaire au facilitateur des informations d'exécution sur la clause sociale	30 € HT par constatation
Retard sur la transmission de l'attestation Evagill au facilitateur en clause sociale (jusqu'à 9 jours ouvrés de retard)	20 € HT par jour ouvré de retard et par attestation
Transmission partielle de l'attestation Evagill au facilitateur en clause sociale	150 € HT par attestation partielle
Non transmission de l'attestation Evagill au facilitateur en clause sociale (Retard supérieur à 10 jours ouvrés)	300 € HT par attestation

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du présent marché, sous réserve d'avoir obtenu du coordonnateur l'acceptation de chaque sous-traitant selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique.

La sous-traitance de l'intégralité de l'accord-cadre est interdite.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient **au moment du dépôt de l'offre**, le candidat devra obligatoirement joindre à son dossier l'imprimé « Déclaration de sous-traitance » (DC4) en vigueur, complété et signé par le sous-traitant et le titulaire du marché. Ce document est téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité sociale et fiscale.

Dans le cas où la demande est présentée **après le dépôt de l'offre**, le titulaire adresse l'acte spécial de sous-traitance au coordonnateur par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du Code de la Commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite au coordonnateur, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le coordonnateur, est payé directement par l'organisme bénéficiaire, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution

Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire. Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de l'organisme.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

ARTICLE 17 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,

- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 18 : SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

18.1 Règles de bonne conduite du personnel intervenant dans les locaux

Le personnel du titulaire s'engage à respecter des règles de bonne conduite conformes au service attendu objet de l'accord-cadre.

Le personnel du titulaire s'interdira notamment :

- De fumer dans les locaux ;
- De faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- D'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- D'utiliser du matériel propriété de l'organisme à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- De porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique de l'organisme. À ce titre, le personnel du titulaire s'interdit :
 - De brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de l'organisme (chargeur de smartphone, etc.) ;
 - De se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de l'organisme (en filaire, en Wifi, etc.).

18.2 Engagement de discrétion et de confidentialité

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

18.3 Badges d'accès aux locaux

Le titulaire et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'activité du présent accord-cadre ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité, et durant les horaires d'intervention convenus entre le titulaire et l'organisme ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse de l'organisme objet de l'accord-cadre ;
- à avertir dans les plus brefs délais l'organisme en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges à l'organisme à terminaison de l'accord-cadre.

ARTICLE 19 : MODIFICATION DU MARCHÉ

19.1 Modifications relatives au titulaire

Le titulaire doit impérativement informer le coordonnateur, par mail avec accusé de réception, à l'adresse suivante : achats_marches.cpam-saone-et-loire@assurance-maladie.fr, en cas de modification :

- des personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- de sa forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- de sa raison sociale ou à sa dénomination sociale ;
- de son adresse ou de celle de son siège social ;
- de ses coordonnées bancaires ;
- des renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Cette information doit être appuyée, selon les cas du nouveau RIB, d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société et/ou d'une copie du journal d'annonces légales

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le coordonnateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord du coordonnateur sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le coordonnateur vérifie, d'une part, que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

Le coordonnateur est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L 2141-1, L 2141-2, L 2141-3, L 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L 2141-4 du Code de la Commande Publique.

19.2 Suspension des prestations

Les organismes bénéficiaires se réservent la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées notamment en cas de fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site à la suite de travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux.

Dans ce cas, l'organisme devra en informer, par écrit, le titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant la date d'effet de cette suspension. Cette information précisera :

- Le motif de la suspension ;
- Les prestations qui seront suspendues ;
- La période de suspension (date de début et date de fin) ;
- Le montant des prestations correspondantes issu de la DPGF (ou d'un devis du prestataire), à déduire du prix forfaitaire.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension des prestations décidées par l'organisme bénéficiaire.

Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

19.3 Suppression des prestations

Un organisme bénéficiaire peut être contraint à fermer définitivement un ou plusieurs bâtiments compris dans l'accord-cadre. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) ou partie de bâtiment, seront donc supprimées de l'accord-cadre. L'organisme informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision de l'organisme :

- Supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces de l'accord-cadre (CCTP, annexes techniques etc.. ;)
- Diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par l'organisme. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Un avenant au contrat sera établi sans que le titulaire puisse élever une réclamation dans la limite de 10% selon l'article R2194-8 relatif au Code de la Commande Publique.

19.4 Ajout de prestations

L'organisme se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment en cas d'extension d'un bâtiment, de récupération de zones initialement louées ou inoccupées, ou d'acquisition de bâtiments.

Pour les ajouts, le coordonnateur se réserve la possibilité de passer un avenant accompagné des prestations pour les locaux en question. Aussi, un cahier des charges techniques sera réalisé par l'organisme et le titulaire transmettra un devis correspondant aux prestations demandées, en rapport avec les prix du marché.

19.5 Modification des prestations

L'organisme se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- Suite à des travaux réalisés dans les locaux ;
- En cas de changement d'occupants.

Les modifications concernées sont :

- la fréquence de passage ;
- le changement de revêtement de sol ;
- le changement de famille de locaux
- la modification de la surface.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, les éventuelles modifications des surfaces de sol à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 5 % sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

De même, les variations en plus ou en moins inférieures ou égales à 5 % de vitrerie, sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surface sont supérieures à 5 %, les modifications du prix forfaitaire font l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Le coordonnateur transmet au titulaire les informations sur les modifications réalisées, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

ARTICLE 20 : RESILIATION

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 21 : VOIE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Judiciaire de Mâcon (8 rue de la préfecture, CS 90317, 71017 Mâcon).

ARTICLE 22 : SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE

Les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire s'appliquent au présent accord-cadre.

ARTICLE 23 : DEROGATION AU CCAG

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-FCS	OBJET DE LA DEROGATION
3	4	Pièces contractuelles
15	14	Pénalités
6.2.1	16	Critères d'éligibilité aux clauses sociales